

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

Direction de l'information
légale et administrative

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 1916

13 – BOUCHES-DU-RHÔNE

GREFFE DU TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE MARSEILLE

Jugement d'ouverture

Date : 20 mai 2026.

Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

930 806 609 RCS Marseille.

PINX.

Forme : Société par actions simplifiée.

Activité : construction de réseaux électriques et de télécommunications - installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels-commerce de gros (commerce Interentreprises) de matériel électrique-commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels-commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels-travaux de démolition- travaux d'installation électrique dans tous locaux-travaux d'installation électrique sur la voie publique-travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux-travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation-travaux d'isolation-autres travaux d'installation n.c.a.- travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment -conseil pour les affaires et autres conseils de gestion -nettoyage Courant des bâtiments-autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel-désinfection, désinsectisation, dératisation-autres activités de nettoyage n.c.a.-aide à domicile..

Adresse : 154, rue de Rome, 13006 Marseille.

Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, désignant mandataire judiciaire Me Hidoux Jean-Charles 64 Rue Montgrand 13006 Marseille Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.Nature de la procédure d'insolvabilité : Non concernée.